



Un autre monde
est possible

flamme d'Afrique

Mercredi 15 décembre 2004 - N° 5 - Quotidien du 3^{ème} Forum Social Africain - Lusaka

BILAN DU FORUM
**Regrets et
frustrations
chez les
participants**

CANDIDATURES POUR LE FSM L'Afrique entre deux dossiers

Au moment où le troisième Forum social africain (Fsa) ferme ses portes, l'enthousiasme est loin d'habiter les cœurs des participants qui ont réfléchi aux possibilités d'un autre monde, quatre jours durant. De nombreux participants jettent un regard critique sur son déroulement et sur les idées développées au cours des différents panels.

Solange Koné de la Côte d'Ivoire juge peu satisfaisants les débats auxquels elle a assisté au cours du panel «Paix et conflits». Là où elle attendait des propositions d'actions concrètes, elle n'a trouvé qu'une description de la nature des conflits et de leurs causes. «Les débats ne sont pas sortis des sentiers battus du discours habituel qui critique les acteurs des conflits», déplore-t-elle. Sur la question de la dette également, elle ne partage pas non plus la tendance radicale qui consiste à rejeter en bloc les initiatives pour les Pays pauvres très endettés et les Documents de stratégies de réduction de la pauvreté. «La société civile, soutient-elle, a toujours rejeté les politiques sans proposer des alternatives. Nous attendons que les autres prennent des initiatives pour les critiquer ensuite. Je pense que nous devons approcher ceux que nous combattons pour mieux les comprendre et peaufiner nos arguments en conséquence», souligne Mme Koné pour qui il est temps que les rencontres de la société civile deviennent plus constructives.

(Suite page 2)



Quelques dizaines de personnes ont organisé une marche symbolique hier, celle prévue pour boucler le Forum social n'ayant pas été autorisée.

Le Conseil du Secrétariat du Forum social africain s'est réuni jusque tard dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 décembre 2004, pour procéder à l'évaluation de cette rencontre de Lusaka. Mais aussi pour discuter de la participation de l'Afrique au Forum social mondial (Fsm) de Porto Alegre en 2005 et de la tenue de ce même événement en Afrique en 2007. Mais de tous les dossiers ouverts, c'est la candidature marocaine pour abriter un «Forum social mondial régional» en 2006 qui a ravi la vedette.

Selon El Hassan Sayouti, un membre du Forum social marocain, la délégation de son pays est plutôt satisfaite de l'accueil fait à la candidature de son pays, même s'il reconnaît que certains membres du secrétariat ont émis de sérieuses réserves. Selon un des membres de ce Secrétariat, «il y a beaucoup d'éléments guère positifs dans la démarche et nous l'avons dit à nos amis marocains. Ils ont à peine informé le Secrétariat du Fsa et ont directement envoyé leur proposition au Conseil international du Fsm».

L'argumentaire du Maroc pour se positionner sur 2006 repose sur le l'éventualité de la tenue du Fsm tous les deux

ans à partir de 2005. A ce sujet, le Conseil international ne s'est pas encore déterminé, mais les Marocains ont tenu à anticiper. Et ils ne seraient pas les seuls. Selon El Hassan Sayouti, la Grèce, le Venezuela et la Corée tiendront des Fsm régionaux pour les continents européen, américain et asiatique. Et d'ajouter que le Maroc a bel et bien informé le Secrétariat de son projet pour 2006 avant de le soumettre au conseil international. Mais c'est au cours du Forum de Porto Alegre que la question sera finalement vidée. En attendant certains membres du Secrétariat estiment que l'Afrique doit d'abord s'entendre sur cette question avant de songer à une quelconque candidature.

Le Conseil a, par ailleurs, fait une évaluation du Fsa qui vient de s'achever. A l'actif, les membres ont noté l'allègement du rôle du Secrétariat dans la définition des activités et l'identification des thématiques à discuter. En fait, les organisations ont proposé les contenus et le Secrétariat s'est occupé des cérémonies d'ouverture

et de clôture, ainsi que de certains aspects logistiques. Le second motif de satisfaction est la qualité des débats. Les membres du Fsa soutiennent avoir eu des débats pertinents, grâce à des panélistes triés sur le volet.

Quant au passif, il porte essentiellement sur l'insuffisance de la mobilisation du mouvement social zambien, alors que les promoteurs de la candidature de Lusaka avaient assuré le Secrétariat de sa vivacité. Des faiblesses ont été aussi notées dans les mécanismes de communication entre les acteurs eux-mêmes, et entre les acteurs et la presse zambienne. En conséquence, le Forum social n'a guère fait l'objet d'un traitement par les médias locaux.

En vue du Fsm 2005 à Porto Alegre, le Conseil a retenu l'idée de consacrer un espace à la restitution des résultats de l'édition de Lusaka. Dans quelques semaines, le Secrétariat du Fsa se réunira à nouveau, probablement à Dakar, pour affiner toutes ces propositions et discuter de quelques questions politiques relativement à l'avenir du mouvement.

Souleymane NIANG

ECONOMIA SOCIAL E SOLIDÁRIA

Uma lição da África para o mundo

O conceito de economia social e solidária exige um recuo aos movimentos sindicais e mais ainda à vida comunitária das vilas e aldeias africanas. Este conceito ganhou outra dinâmica com a junção da economia aos negócios e à ética. Quem o afirma é Abdou Salam Fall, presidente Intercontinental Network for the Promotion the Social Solidarity (INPSSE), que dirigiu o painel "Economia social e solidária: uma alternativa para a África".

Infelizmente foram poucos os participantes do Fórum Social Africano que prestigiaram os debates sobre economia social e solidária. Estes, uma trintena representando organizações com o mesmo objecto, ouviram de Abdou Salam Fall que este conceito é uma iniciativa que surgiu da dinâmica das economias africanas. «Basta ver os trabalhos desenvolvidos um pouco por toda a África pelas comunidades, as sociedades de trabalho onde se vende um certo número de serviços domésticos ou mesmo os serviços de proximidade. Este último podemos exemplificar com as ajudas dos avós na educação dos netos, o que permite uma troca e garante uma aprendizagem continua e gratuita».

(Ver a página 2)

CANDIDATURE POUR LE FORUM MONDIAL 2006

Les Marocains veulent lever l'équivoque

La candidature du Maroc pour l'organisation du Forum social mondial en 2006 a du mal à passer auprès de tous les délégués présent à ce rendez-vous de Lusaka. Précédant d'un an le rendez-vous de 2007 donné aux altermon-dialistes par le Forum social africain, cette candidature est perçue comme une manœuvre cavalière. Mais du côté marocain on veut lever l'équivoque. Plutôt que de court-circuiter l'initiative africaine, la candidature chérifienne est présentée, par Mme Leila Rhini, un membre du forum social marocain présent à Lusaka, comme une opportunité de mieux préparer le rendez-vous de 2007.

«Nous construirons le forum 2007 en Afrique en tant que composante du mouvement social africain, dans le cadre de la préparation qui se fait au niveau du Forum social africain», souligne Mme Rhini, un membre du forum social marocain. Le malentendu, selon elle, vient d'un «déficit de communication. L'intention du Forum social marocain, c'était

plutôt de saisir l'opportunité du vide de l'année 2006 pour essayer de travailler sur une mobilisation préparatoire à celle du Forum social mondial en Afrique». Ce qui se ferait au Maroc serait «un forum social mondial régional, avec encore une la participation du forum social africain et du forum social marocain», déclare-t-elle.

Le deuxième Forum social marocain organisé en juillet dernier aurait enregistré quelque 1500 participants venus des syndicats, des milieux paysans, etc. A partir de là, les Marocains ont cherché à franchir l'étape supérieure. «Et avant même de formuler notre intérêt pour relever ce défi, nous avons écrit au Conseil et au Secrétariat du Forum social africain pour partager avec eux ce désir, ce défi, et nous avons demandé à participer aux travaux de Lusaka pour justement affiner davantage le concept de cette rencontre de 2006 et davantage développer cette vision ensemble», s'explique Mme Rhini.

Dans la démarche qu'ils ont dessinée, les Marocains pensent déjà à «des étapes préparatoires qui peuvent être soit des étapes régionales soit des étapes thématiques à organiser d'ici en 2005-2006 pour nous permettre justement de bien peaufiner le tout», poursuit-elle. En janvier prochain, quand la proposition africaine sera défendue devant le conseil du Forum social mondial à Porto Alegre, les Chérifiens ont prévu d'introduire leur proposition. Auparavant, il faudra que le Forum social africain se réunisse pour débattre de la proposition marocaine et, en cas d'accord, l'enrichir.

«Ce passage à Lusaka a été positif, dans la mesure où elle nous a permis de lever un certain nombre d'ambiguïtés, de réclarifier, de communiquer. Justement, un des objectifs majeurs de notre de notre groupe, c'était d'améliorer la communication, de ménager davantage de canaux de communication entre nous», ponctue Mme Rhini. **Ousseini ISSA**

Uma lição da África para o mundo

(Continuação da página 1) A par dessas razões, Salam Fall retoma as cooperativas de produção, as mutualidades, as dinâmicas artesanais, os movimentos sindicais, os grupos de mulheres, as confrarias religiosas, entre muitos outros. Uma dinâmica que, frisa Salam Fall, não impede que haja contradições reais, mas os diversos actores nos seus lugares de trabalhos e sindicatos mostram que a finalidade social da economia está presente nas sociedades africanas.

Será que a evolução das sociedades permite que se saiba o que é economia alternativa? Salam Fall responde esta questão detalhando a noção pluralista da economia. Sobre este particular, o presidente da INPSSE destaca a economia pública organizada pelo Estado que, por causa de alguma fragilidade, está a ser assumida por privados através de processos de privatizações e alienação, e a degradação do sistema educativo, saúde, entre outros, que não são realizados e aprofundam o fosso entre ricos e pobres. E a economia privada? «Porque não, desde que respeite a responsabilidade social. Isto é, as empresas podem intervir e frutificar dentro desse pluralismo mas o Estado deverá desempenhar um papel importante na regulação por forma a fiscalizar a redistribuição social».

Neste caso em concreto, a economia social e solidária precisa ser criativa por forma a garantir certa dinâmica, tendo em conta o seu papel na revitalização das comunidades através das cooperativas, por exemplo. Humanização da vida nessas localidades, recusa de mercantilização, reforço das alianças sociais, poder de agir e inovar e a promoção de movimentos organizados são alguns dos aspectos positivos produzidos por esta economia social e solidária. Em contra-partida, esta mesma economia pode fazer emergir uma dinâmica faccional, dividir os actores e segregar as actividades económicas. **C. de PINA**



Abdou Salam Fall.

CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LES APE Les premiers tirs de barrage

Africa Trade Network, a procédé hier au lancement officiel de sa campagne contre les Accords de partenariats économiques (Ape) qui lient les Acp à l'Union européenne, dans le cadre des accords de Cotonou. Il s'agit, pour les initiateurs de cette opération, de mobiliser les Africains pour «protéger l'agriculture, l'industrie et l'accès aux services sociaux et aux médicaments essentiels».

Les Ape sont en effet perçus comme étant conçus pour adapter les

relations commerciales Ue-Acp au nouveau contexte mondial assis par l'Omc. Et ce que redoutent les altermondialistes, c'est que l'Union européenne ne profite de ces Ape pour imposer à l'Afrique des conditions d'échanges commerciaux que celle-ci a refusé de négocier au sein de l'Omc. En fait si les négociations en cours se poursuivent l'Europe pourrait royalement s'installer sur les marchés africains, dénoncent les initiateurs de cette campagne. Bakary Fofana de la Guinée craint qu'on ne se retrouve dans une situation qui va «empêcher nos produits de circuler entre nos propres Etats. Déjà, au sein de la Cedeao, par exemple, les échanges inter-Etats font à peine 8% contre 90% vers l'étranger. Dans l'éventualité d'une large ouverture de nos marchés à l'Europe, il y a fort à parier que nous soyons pris en otage et davantage dominés par les politiques néolibérales».

Sékouba SAVANÉ

BILAN DU FORUM

Regrets et frustrations chez les participants

(Suite de la page 1) - Moutar Diallo de la Guinée s'inscrit dans la même logique en soulignant que la société civile doit arrêter de s'apitoyer sur les conditions des populations et faire des propositions. En dégageant par exemple des synergies entre les expériences des différents acteurs. Il en appelle ensuite à une autocritique. «Nous ne devons pas nous inscrire dans une logique de négation totale en rejetant toute la responsabilité sur les autres. Il faut que la société civile soit une sentinelle pour défendre aussi bien les nationaux que les étrangers. On a assisté des expulsions d'étrangers dans de nombreux pays sans que la société civile locale lève le petit doigt», critique M. Diallo qui déplore aussi l'atmosphère d'indifférence dans laquelle le Fsa s'est tenu à Lusaka. «Nous débarquons dans un pays où les populations ne semblent pas concernées par ce que nous disons. A la longue, ce sera un débat en vase clos. C'est justement ce qu'on reproche aux dirigeants», dénonce-t-il.

Il est rejoint sur ce point par Fatimata Sy du Sénégal qui préconise qu'à l'avenir, avant de

confier l'organisation du forum à un pays, on s'assure que les organisations locales ont un ancrage au sein de la population. S'il y a des satisfactions, Fatimata Sy les situe au niveau des débats sur les accords Acp-Ue dont elle a compris les enjeux. De même qu'elle affirme avoir saisi le rôle fondamental de l'éducation sur la construction d'une citoyenneté vigilante sur les dangers de la mondialisation.

Pour sa part, Mamadou Ndao du Sénégal pense que «si les questions comme la privatisation de l'eau, de l'électricité, la destruction des forêts, l'exploitation des ressources minières étaient formulées de façon moins extravertie, elles seraient beaucoup plus mobilisatrices pour les populations». A ce effet, une alliance avec les médias communautaires lui paraît indispensable pour le mouvement social. Car «il n'y a pas de mouvement social fort si les populations ne sont pas informées. Il faut donc éviter que le forum ne se transforme en un débat technique entre des experts». **-Bréhima TOURE**

CONFERENCE DU SECRETARIAT DU FSA Les acquis évalués, le futur dessiné

L'esprit et les perspectives du mouvement social ont été confortés lundi, lors d'un point de presse tenu par le Secrétariat du Forum social africain, avec pour invités les forums sociaux brésilien et indien. Il a été ainsi question d'«un phénomène extraordinaire qui se développe rapidement et solidement à travers le monde, contre la rhétorique dominante qui veut que la libération soit la panacée à tous les problèmes de développement», tranche Samir Amin. Selon lui, le Forum social renverse les schémas de pensée et s'affirme comme «un changement positif majeur qui va développer et changer le monde».

On assiste ainsi, selon la formule du Brésilien Antonio Martins, membre du Forum social mondial, à «un retour à l'utopie», après que certains ont prétendu que le déclin de l'empire communiste a sonné la fin de l'histoire. L'activiste brésilien pense qu'il y a bel et bien une alternative au modèle libéral et de la consistance dans l'agenda du mouvement social. Il s'agit, pour lui, de substituer la notion de droit à celle des règles, la démocratie à la dépolitisation de la société, la paix à la brutalité.

A ceux qui doutent de l'impact du mouvement social, le Forum rétorque par quelques faits majeurs survenus dans le monde : la mobilisation de millions de personnes contre la guerre en Irak en 2003, le retrait de l'action judiciaire des multinationales pharmaceutiques devant la production de médicaments génériques contre le sida et la condamnation des Etats-Unis, même du bout des lèvres, par l'Organisation mondiale du commerce sur la question du coton. Sur cette ques-

tion, Taoufik Ben Abdallah du Secrétariat du Forum social africain renchérit que même les Etats africains ont bénéficié du pouvoir de mobilisation et de négociation du mouvement social, lors des négociations commerciales de Cancun au Mexique. Mais, de l'avis de Samir Amin, le signe le plus convainquant de l'impact du forum est que Davos, la grand-messe du libéralisme, s'intéresse au mouvement social de près et l'a déjà invité.

Selon Rabia Abdelkrim du Forum africain des femmes, le mouvement social africain nécessite l'engagement de tous et particulièrement des femmes, pour une économie solidaire. A l'adresse des journalistes aussi Hassan Sonmonu, membre du Secrétariat du Fsa lance : «Vous êtes membres à part entière de la société et vous êtes affectés au même titre que tous les autres par les effets du néolibéralisme. Vous avez à choisir entre le camp des oppresseurs et celui des opprimés».

A l'occasion de cette conférence de presse, Antonio Martins a annoncé que le Forum social mondial 2006 se tiendra simultanément dans «deux, trois ou quatre endroits du monde». Le Maroc a déposé sa candidature (voir ci-contre) et mène campagne pour accueillir certaines activités de ce Fsm. Quant à l'édition de 2007, déjà acquise pour l'Afrique, Taoufik Ben Abdallah annonce que le pays hôte sera connu dans les trois prochains mois. Des critères seront fixés pour le choix de ce pays, notamment en ce qui concerne les capacités logistiques, l'environnement politique et l'existence d'un mouvement social fort et cohérent. **Souleymane NIANG**

Rédaction française et lusophone

Comité éditorial : Taoufik Ben Abdallah, Diana Senghor; Lumba Siyanga - Coordinateur : Tidiane Kassé - Rédaction : Souleymane Niang, Constança de Pina, Sékouba Savané, Bréhima Touré, Ousseini Issa

Les participants souhaitant faire des contributions peuvent déposer les textes à notre rédaction, au premier étage, salle n° 13

